



SECEF

U.A.S.F. CITE SOCIALE
2, rue de Touraine
57290 FAMECK

RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/12/2024



Nos bureaux : 3 Rue de Turique, 54000 **Nancy** (03 83 98 65 25) | 1 Rue Saint Laurent, 54700 **Pont-A-Mousson** (03 83 81 07 73) |
16 Av. Sébastopol, 57070 **Metz** (03 87 30 24 75) | secef@secef.fr | Retrouvez nous avec toute l'actualité sur www.secef.fr

SECEF | 3 Rue de Turique, 54000 Nancy | SARL au capital de 1.000.000 Euros | SIREN 759 800 451 RCS Nancy | Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Grand Est | Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Est | Inscrite sur la liste des Experts Judiciaires près la Cour d'Appel de Nancy
Membre du groupement **Absolu** en France et **INAA** à l'international (International Association of independent Accounting firms)



SOMMAIRE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS	3
COMPTES ANNUELS	8





RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS





Mesdames et Messieurs
Les membres de l'association
U.A.S.F. CITE SOCIALE
2, rue de Touraine
57290 FAMECK

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » en fin du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du début de l'exercice à la date d'émission de notre rapport.





Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note de l'annexe à la page numérotée 17 des comptes annuels concernant les règles et méthodes comptables :

Des subventions d'investissement historiques n'ont jamais été reprises en compte de résultat. Conformément au nouveau plan comptable association (2018), en 2024, elles ont été « sorties » du compte 131300 (Subventions d'investissement) pour être ventilées en compte 139 (subventions d'investissement inscrites en compte de résultat) et compte 110 (report à nouveau) en fonction des reprises théoriques qui auraient pu être pratiquées.

De ce changement de méthode, il en ressort en 2024 :

- Au passif du bilan :
 - Une hausse du poste « report à nouveau créditeur » de 513.301€
 - Une baisse du poste « Subventions d'investissement » de 527.560€
 - Une hausse du résultat de l'exercice de 14.528€
- Au compte de résultat :
 - Une hausse des produits exceptionnels de 14.528€

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- Les bases et méthodes prises en considération pour les estimations des provisions constituées en vue de faire face à des créances dont le règlement semble compromis ou à d'autres risques.
- Les principes d'estimation et les calculs des soldes de subventions et de prestations de services CAF à recevoir.
- Le respect du principe de spécialisation des exercices.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques.

Nous vous signalons qu'aucun document destiné à être présenté aux membres de l'assemblée générale (document autre que les comptes annuels) ne nous a été communiqué au jour où nous établissons le présent rapport. Nous ne nous prononçons donc pas sur la sincérité et la concordance entre les informations données dans ces éventuels documents et les comptes annuels.





Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

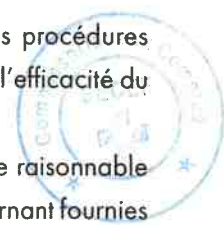
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;





- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Metz, le 24 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes
Sarl SECEF



Denis PIVERT





COMPTES ANNUELS



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023	
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net	
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
	Frais d'établissement					
	Frais de recherche et de développement					
	Concessions brevets droits similaires		1 680	1 600	80	500
	Fonds commercial (1)					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	Terrains		29 378	11 382	17 996	19 548
	Constructions		963 444	649 404	314 040	332 999
	Installations techniques,mat. et outillage indus.		207 628	127 850	79 778	96 383
	Autres immobilisations corporelles		3 295 735	1 697 147	1 598 588	1 750 271
	Immobilisations grevées de droits					
	Immobilisations en cours					
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
	Participations évaluées selon mise en équival.					
	Autres participations					
	Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières		1 403		1 403	1 403	
TOTAL (I)		4 499 268	2 487 383	2 011 885	2 201 104	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS					
	Matières premières, approvisionnements					
	En-cours de production de biens					
	En-cours de production de services					
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	Avances et Acomptes versés sur commandes					
	CREANCES (3)					
	Créances usagers et comptes rattachés		23 392		23 392	28 412
	Autres créances		224 001		224 001	193 289
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT						
DISPONIBILITES		530 188		530 188	400 947	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance		3 222		3 222	3 550
	TOTAL (II)		780 803		780 803	626 198
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)					
	Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF (I à VI)		5 280 071	2 487 383	2 792 688	2 827 302	
(1) dont droit au bail						
(2) dont à moins d'un an				1 000	1 403	
(3) dont à plus d'un an						
ENGAGEMENTS RECUS						
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle			
Dons en nature restant à vendre						

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	119 237	119 237
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	528 393	38 519
	Résultat de l'exercice	25 945	(23 427)
	Total des fonds propres	673 575	134 328
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 682 382	2 348 303
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	1 682 382	2 348 303
	Total des fonds associatifs	2 355 957	2 482 631
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	154 124	140 715
	Total des provisions	154 124	140 715
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	102 714	150 987
	Dettes fiscales et sociales	58 381	51 711
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	119 395	
	Produits constatés d'avance	2 118	1 258
	Total des dettes	282 607	203 956
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		2 792 688	2 827 302
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		25 945,32	(23 427,20)
(1) Dont à moins d'un an		282 607	203 956
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	534	
	Prestations de services	1 058 164	840 503
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	796 635	879 393
	Dons	8 606	11 516
	Cotisations	5 469	5 181
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	106	297
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	15 181	13 011
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	1 884 695	1 749 901
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	495 058	478 258
	Impôts, taxes et versements assimilés	73 197	70 704
	Rémunération du personnel	983 125	925 455
	Charges sociales	314 581	257 631
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	222 184	231 043
	Dotation aux provisions	24 085	22 067
	Autres charges	5	11
	Total des charges d'exploitation	2 112 236	1 985 169
Produits financiers Charges financières	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(227 541)	(235 267)
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	12 905	7 515
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	12 905	7 515
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(214 636)	(227 752)
	Produits exceptionnels	244 634	218 542
	Charges exceptionnelles	4 052	14 217
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	240 581	204 325
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL DES PRODUITS	2 142 234	1 975 959
	TOTAL DES CHARGES	2 116 288	1 999 386
	EXCEDENT ou DEFICIT	25 945	(23 427)
	PRODUITS	42 115	37 774
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Bénévolat	42 115	37 774
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES	42 115	37 774
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole	42 115	37 774

Etats financiers au 31/12/2024

ANNEXE LEGALE



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 792 688 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 2 142 234 euros** et un total **charges de 2 116 288 euros**, dégageant ainsi un **résultat de 25 945 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Néanmoins, il subsiste des subventions d'investissement laissant apparaître qu'elles n'ont pas fait l'objet d'un amortissement, elles s'élèvent à 712 919,09 €. Ces subventions historiques (avant 2015, voire bien avant) auraient dû être sorties du compte 131000 pour être éclatées en compte 139000 et compte 110000 en fonction des reprises théoriques qui auraient pu être pratiquées.

Il est en effet considéré que cette subvention se rapporte à l'immobilisation n°880100, compte 213100 du 01/01/1988, amortie sur 50 ans.

=>

Montant subvention	Reprise théorique de 1988 à 2023 soit 36 ans sur une durée d'amort de 50 ans	Nombre d'années restant à reprendre : 14 ans	Reprise de l'année 2024: 1/50e	Reste à reprendre au 31/12/2024
712 919,09 €	513 301,74 €	199 617,35 €	14 258,38 €	185 358,96 €
Cpte 131300	cpte 139000		cpte 139 et 777	



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

☐ Ecriture au 31/12/2024 :

<i>n° cpte</i>		<i>débit</i>	<i>crédit</i>
139000	Reprise théorique 1988 à 2023	513 301,74 €	
110000	Reprise théorique 1988 à 2023		513 301,74 €
139000	reprise 2024	14 258,38 €	
777000	reprise 2024		14 258,38 €

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Installations techniques : 10 à 25 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 20 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 à 25 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Provision pour indemnité de retraite :

L'évaluation des engagements au titre des indemnités de fin de carrière s'élève à 54045,76 €.

Ces engagements ont fait l'objet d'une comptabilisation dans les provisions pour charges.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont :

- calcul basé sur le dernier salaire annuel connu,
- calcul retenant les droits accumulés en fin de carrière : méthode proratisée sur l'ancienneté,
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière est basée sur la convention collective SNAEC SO,
- départ volontaire ou à l'initiative du salarié,
- âge de départ à la retraite : 64 ans,
- taux moyen de charges sociales : 40,27 %

Provision pour risques et charges :

Les provisions dotées à la clôture de l'exercice s'élèvent à 353 231 € elles sont synthétisées dans le tableau suivant :

Nature des provisions	Soldes début exercice	Dotations	Reprises	Soldes fin d'exercice
Engagements retraite	49 482,18	9 096,67	4 533,09	54 045,76
Provision Cp et charges sociales	91 232,33	14 988,51	6 142,81	100 078,03
Totaux	140 714,51	24 085,18	10 675,90	154 123,79

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Produits et charges exceptionnels

Le résultat exceptionnel représente un excédent s'élevant à + 240 581 €, il comprend les opérations significatives suivantes :

- Quote part des subventions d'investissement virée au compte de résultat : + 195 520 €
- Produits exercices antérieurs, solde sur prestations Caf 2023 : + 54 729 €
- Fonjep annulation 2023 : - 6 512 €
- Solde Cravlor prestations 2023 : - 1 445 €
- Ligue de l'enseignement formation 2023 : - 1 800 €
- Petits Débrouillards animation 2023 : - 299 €



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	1 680					1 680
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 680					1 680
CORPORELLES	Terrains	29 378					29 378
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement	963 444					963 444
	Instal technique, matériel outillage industriels	201 398		6 230			207 628
	Instal., agencement, aménagement divers	3 268 358		39 318		12 851	3 294 825
	Matériel de transport	910					910
	Matériel de bureau, informatique et mobilier						
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		4 463 489		45 548		12 851	4 496 186
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	1 403					1 403
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 403					1 403
TOTAL		4 466 571		45 548		12 851	4 499 268



Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	1 180	420		1 600
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 180	420		1 600
CORPORELLES	Terrains	9 830	1 552		11 382
	Constructions sur sol propre	630 446	18 959		649 404
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	105 015	22 835		127 850
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	1 203 790	139 915	268	1 343 436
	Matériel de transport	315 207	38 505		353 711
	Matériel de bureau, mobilier				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 264 287	221 764	268	2 485 783
TOTAL		2 265 467	222 184	268	2 487 383

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 403	1 000	403
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	23 392	23 392	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	18	18	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	211 132	211 132	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	12 851	12 851	
	Charges constatées d'avances	3 222	3 222	
	TOTAL DES CREANCES	252 017	251 615	403
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	102 714	102 714		
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	53 431	53 431		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	4 949	4 949		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	119 395	119 395		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	2 118	2 118		
	TOTAL DES DETTES	282 607	282 607		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	49 482	9 097	4 533	54 046
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	91 232	14 989	6 143	100 078
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		140 715	24 085	10 676	154 124
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		140 715	24 085	10 676	154 124
Dont dotations et reprises { <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			24 085	10 676	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise	51 286			51 286
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	38 519	489 875		528 393
Résultat de l'exercice	(23 427)	25 945	(23 427)	25 945
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	2 348 303	(470 402)	195 520	1 682 382
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Dépenses refusées par l'autorité de tarification				
Dépenses non opposables au tiers financeurs				
TOTAL	2 414 681	45 418	172 093	2 288 006



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		223 983
Autres créances		223 983
<i>Fournisseurs avoirs à obtenir</i>	12 851	
<i>Subvention à recevoir CAF CS</i>	24 229	
<i>Subvention à recevoir CAF MA</i>	126 029	
<i>Subvention à recevoir CAF ME</i>	2 523	
<i>Subvention à recevoir CAF ALSH</i>	6 839	
<i>Subvention à recevoir CAF QDJ</i>	4 629	
<i>Subvention à recevoir CAF LAEP</i>	11 376	
<i>Subvention à recevoir CAF ACF</i>	8 106	
<i>Subvention à recevoir GRAND EST</i>	12 500	
<i>Subvention à recevoir VILLE DE FAMECK</i>	14 901	



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		12 015
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 917
<i>Factures non parvenues</i>	2 917	
Dettes fiscales et sociales		9 098
<i>Autres charges à payer</i>	9 098	





Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			2 118
Locations de salles		2 118	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Néant			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
Néant			
TOTAL			2 118



Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2024
VALEUR D'ORIGINE						
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs					
	Redevances Exercice					
	TOTAL					
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						



Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total des heures en 2024 : 3545 heures	42 115	37 774
	42 115	37 774
Total	42 115	37 774

Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total des heures en 2024 : 3545 heures	42 115	37 774
	42 115	37 774
Total	42 115	37 774

Engagements financiers

Etat exprimé en euros		31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus				
Avals, cautions et garanties				
Engagements de crédit-bail				
Engagements en pensions, retraite et assimilés				
Engagement pour pensions et assimilés			54 046	
			54 046	
Autres engagements				
Total des engagements financiers (1)			54 046	
(1) Dont concernant :				
Les dirigeants				
Les filiales				
Les participations				
Les autres entreprises liées				

--